

Front de gauche Refondation ? Nouveau départ ?

Choc ? Séisme ? Naufrage ? Nouvelle « claque » ? Les mots évoquant les catastrophes, naturelles ou non, n'ont pas manqué pour décrire la situation à gauche à la suite des élections européennes qui viennent de se tenir¹. En cause, le fait que le Front national a eu le meilleur résultat (25 % des suffrages exprimés), ce qui l'a fait qualifier rapidement de premier parti de France par Marine Le Pen et ses amis politiques, mais aussi par la quasi-totalité des journalistes. Formellement exacte lorsqu'elle renvoie au résultat de l'élection, l'affirmation demanderait cependant à être resituée dans son contexte : très forte abstention, discrédit des partis liés au « système », insatisfaction générale devant la politique économique et sociale du gouvernement, etc. La question n'est pas anodine car si l'on admet que le Front national est aussi – pas seulement bien sûr – une construction médiatique, cette glorification d'après-scrutin ne manquera pas d'y contribuer encore un peu plus.

LOUIS WEBER

On ne cherchera pas ici à démêler l'écheveau des causes possibles de ces résultats, entre les trahisons, les renoncements et l'entêtement politique de la majorité du Parti socialiste et les pratiques frauduleuses qui semblent être devenues l'ordinaire de l'UMP et de son ex-président. Pour la gauche de gauche, la question, ressentie de façon douloureuse par nombre de militants et de dirigeants du Front de gauche, est : « Comment expliquer l'incapacité de tirer parti de la situation, et notamment de la perte continue d'influence du Parti socialiste et de la crise dans laquelle il semble définitivement engagé ? ».

Apparu au cours de la campagne présidentielle de 2012 et rappelé avec constance il y a quelques jours à peine encore, le double objectif d'ordre stratégique, dépasser le Front national, être le premier parti de la gauche, semble maintenant tout à fait hors de portée après ces élections européennes. Ce n'est pas vraiment une surprise, les récentes élections municipales ainsi que la totalité des

1. Dans son édition du 27 mai 2014, *Le Monde* fait par exemple voisiner en première page le titre de l'éditorial (« Le chaos du président Hollande ») avec celui d'un article illustré par une photo en pied de la championne : « Le triomphe du Front national dévaste le paysage politique français », rien de moins.

sondages ayant précédé les européennes le laissaient prévoir.

S'agissant du Front national, le blog de Jean-Luc Mélenchon du 27 mars 2014 affichait encore en première page, entre les deux tours des municipales, divers chiffres mettant en exergue ce qui était présenté comme autant de victoires du Front de gauche sur le Front national : plus de listes déposées, plus de conseillers élus au premier tour, plus de villes gagnées. Alors que les médias, « qu'il s'agisse des journaux, de la radio ou de la télévision, se focalisaient sur les résultats du FN »².

La première place à gauche paraît tout aussi difficile à gagner. Certes, les municipales ont constitué une « lourde sanction pour les listes gouvernementales », alors que, après le premier tour tout au moins, on notait une « percée des listes autonomes d'opposition de gauche »³. Le Parti communiste, qui avait lui de nombreux élus, a fait un bilan plus réaliste : « Dans ce contexte et après avoir fait élire 94 maires de villes de plus de 3500 habitants au premier tour, le Parti communiste français n'est pas épargné par les gains de la droite, eux-mêmes alimentés par des transferts d'électeurs venus du Front national. Le PCF enregistre des pertes dans plusieurs départements. »⁴ En fait, les résultats complets montrent que les pertes du Front de gauche (presque exclusivement pour le PCF, les autres composantes n'ayant guère d'élus), sont importantes. Ce qui tendrait à valider l'hypothèse selon laquelle, malgré les efforts faits pour expliquer le contraire,

les électeurs ont « sanctionné » indifféremment les listes socialistes, qu'il y ait des candidats du Front de gauche avec elles ou non et les listes autonomes. En somme, le Parti socialiste entraîne la gauche de gauche dans sa chute, alors qu'on s'attendait, comme cela été le cas dans d'autres pays comme en Espagne ou en Grèce, à voir celle-ci y gagner.

Pour mesurer l'ampleur du recul, on pourra se reporter à un document publié par le site *Regards.fr*. Son auteur, Roger Martelli, rappelle qu'après les élections municipales de 2008, 194 communes de plus de 3 500 habitants étaient administrées par un maire communiste ou « apparenté ». Ces communes regroupaient 2,9 millions d'habitants. En 2014, dans cette tranche de communes, 134 sont conservées et 11 conquises ou reconquises, dont Montreuil et Aubervilliers (180 000 habitants à elles deux). La perte est de 49 communes, soit plus de 25 %. Le pourcentage est le même lorsqu'on prend pour référence la population des communes concernées, le plus élevé depuis 1989 (27 %). Le cas de la région parisienne est encore plus parlant : « Au maximum de son influence, en 1977, le PCF était à la tête de 147 municipalités et administrait un tiers de la population francilienne. Aujourd'hui il n'administre plus qu'un dixième de cette population, répartie dans 38 communes (un quart de l'effectif de 1977). Par rapport à 2008, il perd à nouveau un peu moins d'un quart de ses mairies, à peu près autant qu'en 1983 et en 2001. »⁶

La fin du bipartisme ?

Derrière la volonté – malheureusement non aboutie – de dépasser, en tout cas de concurrencer sérieusement le Parti

2. *Politique à gauche. Le petit courrier du blog de Jean-Luc Mélenchon*, n° 127, 27 mars 2014. <http://www.jean-luc-melenchon.fr/lettre/lettre127.html>

3. *Ibidem*

4. « Second tour des municipales : déclaration du PCF », au lendemain du deuxième tour.

5. Roger Martelli, « Remarques pour mes camarades communistes », *Regards.fr*, 15 avril 2014.

6. *Ibidem*

socialiste sur le terrain électoral et dans la représentation des couches populaires, il y avait celle de contrecarrer la tendance au bipartisme, qui est une des caractéristiques de ces dernières années. Il est loin en effet le temps où Jean-Marie Le Pen partait en guerre contre la « bande des quatre », c'est-à-dire dans les années 1980, les socialistes, les communistes, les gaullistes et les giscardiens de l'UDF. Le bipartisme, comme on le constate non seulement en France mais aussi dans d'autres pays européens, a tendance à étouffer le débat politique en excluant les « petits partis » et en générant compromis et « alternances sans alternatives ». Après les européennes, on peut dire que la domination du couple des « partis de gouvernement » social-démocrate et de droite est mise à mal. Malheureusement, c'est le Front national qui est parvenu, pour l'instant, à casser la domination, et non pas le Front de gauche.

Tout semble se passer comme si le déclin du PS emportait l'ensemble des forces de gauche avec lui. Exaspéré par les promesses électorales non tenues, l'électorat perd confiance dans la « gauche » dans son ensemble et se réfugie – massivement – dans l'abstention, parfois dans le Front national. Le Front de gauche ne tire guère profit de cette « colère sociale ». Même s'il faut peut-être la nuancer en faisant intervenir d'autres facteurs, cette explication semble plausible aussi bien pour les municipales que pour les européennes. Les mêmes phénomènes peuvent en effet être mis en évidence dans les deux élections : une montée spectaculaire de l'abstention, des résultats sans précédent pour le Front national et l'impossibilité pour le Front de gauche de retrouver le résultat record de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Toute la gauche recule ensemble,

en quelque sorte. Ce qui hypothèque aussi ce que Philippe Marlière appelle « l'hypothèse Syriza », à savoir « l'idée selon laquelle une social-démocratie défaillante serait sur le point de s'effondrer en Europe, pour être remplacée par une gauche de transformation sociale »⁷.

En effet, le cas de la Grèce reste unique, tout au moins pour l'instant. Sauf aux Pays-Bas, les partis sociaux-démocrates ont obtenu de bien meilleurs résultats qu'en France. Ils sont même en tête dans des pays comme le Portugal, l'Italie ou la Suède. Au total, ils perdent 7 sièges au Parlement européen, passant de 193 à 186, soit moins de 4 % du nombre de leurs sortants⁸, alors que les conservateurs du Parti populaire, vainqueurs des élections, perdent tout de même 60 des 272 sièges qu'ils avaient, soit plus de 20 %. La gauche de gauche gagne certes des sièges (elle passe de 35 à 42) mais beaucoup moins que les sondages ne le laissaient espérer. Et nulle part, sauf encore en Grèce, elle ne peut prétendre à l'hégémonie à gauche parfois annoncée. Dans un pays comme l'Espagne, une coalition écolo-communiste obtient certes 6 sièges. Même en y ajoutant les 5 de *Podemos* (Nous pouvons, Obama fait des émules !) qui se veut mouvement citoyen et non pas parti politique, cela ne donne que 11 sièges, soit moins que le parti socialiste espagnol (PSOE) qui en obtient 14 alors qu'il semblait pourtant aussi décrié que le Pasok grec ! Et cette arithmétique est en partie formelle car elle ne tient pas compte du fait que *Podemos*,

7. Philippe Marlière, « La gauche est en grand danger », *Médiapart*, 26 mai 2014.

8. Cette perte doit même être relativisée car le nombre total de sièges a baissé de 23, en application du traité de Lisbonne, qui fixe le total à 751 sièges, sans variations futures en cas d'adhésion de nouveaux membres à l'UE.

issu du mouvement des *Indignados*, ne veut surtout pas d'alliance avec un parti politique quel qu'il soit, tout au moins en Espagne⁹. L'absence d'extrême-droite parmi les candidats, privilège que l'Espagne partage avec le Portugal, permet à Pablo Iglesias, le porte-parole de *Podemos*, de dire que « beaucoup de gens pauvres ont fait confiance dans le passé au PSOE et veulent maintenant une alternative crédible à gauche ».¹⁰ Le journal note d'ailleurs que *Podemos* est le gagnant de « la désagrégation de la gauche et de la crise du bipartisme ».

Quelle leçon tirer de ces élections ?

Le Parti de gauche y voit d'abord le fait que, « pour la première fois depuis la Libération, un parti d'extrême droite est en tête dans une élection générale. » Même si le Front de gauche est « la seule force de gauche à conserver son résultat de 2009 et même à gagner des voix [...] nous ne bénéficions pas de la dégringolade du PS et d'EELV. » Pour le PG, les premiers responsables sont, de loin, François Hollande et Manuel Valls, ainsi que « les dégâts de l'Union européenne : elle n'est à juste titre en rien considérée comme une protection mais comme une menace contre les peuples ». Certes, le Front de gauche a aussi une responsabilité, mais seulement à cause de son incapacité « à présenter la même stratégie nationale lors des municipales et européennes ».¹¹

L'analyse du Parti communiste est voisine. Les causes de la « victoire du Front national et du fait que « la gauche sort très affaiblie de ce scrutin. » sont à chercher dans « le rejet massif du modèle libéral de l'Union européenne et le mépris que les tenants de ce modèle ont opposé depuis dix ans à tous ceux qui le contestaient ; l'enfermement de François Hollande et de Manuel Valls dans une politique d'austérité désavouée par le pays ; le profond désarroi dans lequel cette situation plonge les classes populaires et l'ensemble des électeurs de gauche. »¹²

L'analyse finalement assez banale des deux principales composantes du Front de gauche renvoie principalement à des causes extérieures, sans la moindre amorce de discussion sur le bien-fondé des analyses et surtout des stratégies du Front de gauche.

Pour l'instant tout au moins, ce sont les « petites » composantes réunies dans Ensemble et les militants qui se reconnaissent dans le Front de gauche sans appartenir à aucune de ses composantes qui font les diagnostics les plus riches. Ensemble relève bien sûr les mêmes causes que ses partenaires. Mais constate aussi qu'il faut « prendre la mesure des efforts de réorganisation interne et d'ouverture à produire pour favoriser l'implication citoyenne, le respect de la diversité des sensibilités politiques, l'unité la plus large et la démocratie. Il en va de sa relance et de son attractivité. »¹³

Pour les uns et les autres cependant, le Front de gauche ne se suffit plus à

9. Cela ne préjuge pas de l'adhésion des députés de *Podemos* au groupe parlementaire GUE/NGL, qui est plus large que le Parti de la gauche européenne, dont les composantes du Front de gauche font partie.

10. El Periódico, 26 mai, 2014, <http://www.elperiodico.com/es/noticias/europa/podemos-partido-revelacion-pablo-iglesias-328257>

11. Toutes ces citations sont extraites de la déclaration du secrétariat national du Front de gauche, sur le site du PG.

12. Déclaration du Parti communiste du 26 mai 2014 : « Européennes – De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche ».

13. Déclaration de Ensemble, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, 25 mai 2014.

lui-même et la question des alliances à gauche et d'un regroupement plus large est posée explicitement. Pour le PCF, « les résultats du Front de gauche, équivalents à ce qu'ils étaient en 2009, ne permettent pas de relever le défi d'une voix alternative majoritaire à gauche.[...] La gauche ne pourra retrouver le peuple que dans un mouvement social et politique de l'ampleur d'un Front populaire du vingt-et-unième siècle. »¹⁴ Pour Ensemble, « Il faut tendre la main à toutes celles et ceux qui, dans les mouvements sociaux, à EE-LV, au PS, au NPA, à Nouvelle Donne, chez les féministes présentes de façon autonome dans cette élection, [...] veulent construire une alternative sociale et écologiste »¹⁵. Le Parti de gauche poursuit le même objectif, en donnant cependant l'impression de vouloir faire cavalier seul : pour lui, nous pouvons éviter le pire, « à la condition déjà de nous rassembler le plus largement possible mais débarrassés de toute ambiguïté avec la politique suivie. Le PG se déclare disponible pour tout ce qui irait dans ce sens à commencer bien sûr par les initiatives avec nos partenaires du FDG. Nous allons également proposer dans les jours à venir des rencontres avec toutes les autres forces concernées : EELV, personnalités et regroupement de socialistes critiques, Nouvelle Donne, NPA, LO, etc... »

Un nouveau départ ?

Ces réactions, et plus particulièrement celles des deux composantes principales du Front de gauche, font finalement assez peu de place à la stupeur et à l'incrédulité qui ont saisi de nombreux sympathisants du Front de gauche depuis des mois devant ce qui leur apparaît comme

des querelles d'appareil. Les médias les ont complaisamment présentées comme telles, ce qui peut contribuer à expliquer la stagnation électorale mais aussi militante du Front de gauche. Dès avant le résultat des élections européennes, un appel a été élaboré sous le titre : Pour un nouveau de départ du Front de gauche¹⁶. Ce résultat le rend encore plus pertinent. Il a été rédigé par des membres du Conseil national du Front de gauche, membres ou non d'une des composantes du Front de gauche. Il a été signé par des dizaines de personnes se réclamant du Front de gauche, la majorité d'entre elles attendant cependant qu'il soit possible d'y adhérer directement pour s'engager davantage. Pour les signataires, le Front de gauche a suscité un immense espoir, soulevé de grandes énergies, qui sont retombées au fil des épreuves et des dissensions et repartent dès qu'il sait faire front. Les élections municipales et européennes ont à nouveau fait étalage de ses forces et ses faiblesses.

Ils constatent cependant que sa survie peut être en péril, bien qu'il représente la seule voie et la seule force capable de construire une alternative de gauche face aux politiques convergentes du néolibéralisme et du social-libéralisme.

C'est cette responsabilité que le Front de gauche doit assumer. En cinq années d'existence, il a mis en chantier un grand projet de reconquête. La diversité des traditions de la gauche qui s'y sont rencontrées et l'expérience des luttes menées ensemble constituent un précieux héritage que les signataires refusent de dilapider.

Comment faire ? En prenant « un nouveau départ ». Les partis qui constituent

14. Déclaration du 26 mai citée.

15. Déclaration du 25 mai citée.

16. Voir : <http://www.nouveau-depart-fdg.org/appel.html>

le Front de gauche jouent un rôle structurant et incontournable. Mais le « peuple du front de gauche » est plus large. Il comprend aussi « toutes les forces militantes – syndicales, associatives et culturelles – qui se reconnaissent dans ses orientations. »

Suivent des propositions concrètes, à partir d'une injonction adressée à tous : « Prenez le pouvoir ! ». Pour cela, les « assemblées citoyennes doivent trouver appui sur des structures plus stables, plus fiables, plus coopératives. Tous ceux et celles qui s'engagent avec le Front de Gauche doivent pouvoir se retrouver dans une forme d'association démocratiquement définie dans chaque lieu (localité ou entreprise), qui leur permette de partager, sur un pied d'égalité, la responsabilité des luttes politiques à mener ». Ce qui, sans le dire explicitement, signifie que le Front de gauche devrait cesser de fonctionner comme un cartel d'organisations, poursuivant au moins partiellement des objectifs qui leur sont propres, et s'appuyer sur des structures de base où les « non encartés » puissent participer pleinement aux activités politiques. Vaste programme qui serait évidemment plus facile à mettre en œuvre si les adhésions directes au Front de gauche étaient possibles. Certes difficile à réaliser, mais *Podemos* ! ■